

Communiqué de Presse

“Le changement dont les Rwandais ont soif continue d’être paralysé”

Le mercredi 13 mars 2024, la Haute Cour de Kigali a rejeté la requête de Madame Victoire Ingabire, qui demandait la levée de son interdiction électorale, ce qui lui aurait donné le droit de se porter candidate à différents postes lors des élections générales prévues en juillet 2024, dont celui du Président de la République.

Cela se produit également après le subterfuge du FPR, survenu le samedi 9 mars 2024, où le parti a officiellement annoncé l’intention du président Paul Kagame de briguer un quatrième mandat aux dites élections.

Face à cette situation, l’Institut Seth Sendashonga pour la Citoyenneté Démocratique, (ISCID asbl) adresse le message suivant à tous les Rwandais et amis du Rwanda :

- 1) C’est une triste réalité que, depuis 30 ans, le Rwanda endure une dictature impitoyable caractérisée par le meurtre, la terreur et la persécution des Rwandais, sans parler de l’embrasement de la région de guerres sans fin, alors que l’État est sous le joug d’une seule personne, le général major Paul Kagame, qui affirme sans vergogne qu’au cours de toutes ces années, il a constaté que personne d’autre au Rwanda n’était apte à le remplacer.
- 2) L’Institut Seth Sendashonga estime, comme il l’a déclaré à plusieurs reprises dans différents communiqués et dans les interventions sur diverses stations de radio, que notre pays a besoin de toute urgence d’un véritable changement dans sa gouvernance, afin de restaurer la liberté et l’épanouissement dans la vie quotidienne de chaque citoyen, lutter contre la pauvreté des masses, la faim et l’injustice qui sévissent cruellement, réconcilier les Rwandais entre eux-mêmes et, bien entendu, restaurer de bonnes relations avec les pays voisins, comme voie de mettre un terme à ces guerres que le président Kagame a imposées à l’Est de la République démocratique du Congo, la plus préoccupante étant celle qui ravage depuis

plus de deux ans la province du Nord Kivu, engloutissant chaque jour qui passe les vies de nombreux jeunes rwandais, et celles de nos frères et sœurs congolais.

- 3) L'Institut Seth Sendashonga souligne l'importance du rôle que doivent jouer des hommes politiques non tributaires du FPR pour régler les problèmes qui n'ont pas été résolus au cours des 30 dernières années. De nombreux Rwandais vivant en exil partout dans le monde ont créé des partis politiques mais n'ont pas eu la chance de les enregistrer au Rwanda afin de pouvoir y faire des activités politiques conformément à la constitution nationale.

C'est dans ce cadre qu'en 2010, Madame Victoire Ingabire Umuhuza, qui vivait aux Pays-Bas, a décidé de quitter sa famille et son juteux travail pour retourner au Rwanda, estimant qu'elle pourrait enregistrer son parti et ainsi pouvoir s'engager pour un changement pacifique. Depuis lors, le gouvernement de Kigali, utilisant ce que le président Kagame a qualifié de « mur de la loi », l'a accusé de crimes sans fondement, et le système judiciaire acolyte du régime l'a condamné à 15 ans de prison.

Après huit ans d'emprisonnement, Victoire Ingabire Umuhuza a obtenu la soi-disant « grâce présidentielle » et a été libérée de prison, mais en fait, elle reste prisonnière car elle ne peut pas quitter le pays et le parti qu'elle a fondé, Dalfa Umulinzi, n'est pas autorisé à travailler.

La décision rendue par la Haute Cour de Kigali le 13 mars 2024 jugeant qu'elle souffre toujours de handicaps qui l'empêchent de se présenter à des élections politiques ne concerne pas la seule Victoire Ingabire Umuhuza. Cette décision est un message fort que le gouvernement de Kagame adresse à tout le monde, à savoir qu'il n'a aucune intention de permettre aux Rwandais de choisir leurs propres dirigeants.

- 4) Concernant le fait que le Président Kagame a annoncé aux membres du Congrès du FPR qu'ils devraient trouver quelqu'un pour le remplacer lors du prochain mandat, ajoutant que cette personne devrait avoir entre 30 et 40 ans, d'aucuns pensent qu'il s'agit là d'une manière subtile de préparer l'opinion du public sur une prochaine succession à la tête du pays. Ce n'est donc pas un hasard si la tranche d'âge qu'il évoque est précisément celle de ses enfants. Cela étant, il est bien triste de voir Kagame oser dire aux

Rwandais que personne ne peut diriger le pays à part lui ou ses descendants. D'autre part, ces Rwandais devraient-ils faire un examen de conscience et reconnaître qu'ils contribuent eux-mêmes à leur propre humiliation.

Paul Kagame n'est-il pas un humain comme les autres ? Qu'a-t-il de spécial qui lui fait croire qu'il n'y a aucun autre Rwandais qui puisse le remplacer à la tête du pays ? N'ont-ils pas honte ceux qui, à l'écoute de ce discours de mépris à leur égard, le couvrent plutôt d'applaudissements ?

- 5) Les Rwandais devraient décrier et faire échouer le projet de faire des affaires de l'État la propriété d'une famille, comme c'était le cas sous le régime monarchique. Notre pays doit être dirigé par des gens qui ont démontré qu'elles en avaient les capacités et qui ont été choisis par le peuple lui-même de par des élections équitables.

Ceci exige que les Rwandais comprennent que le chef de l'État ne doit pas diriger plus de deux mandats, conformément à la constitution. La paix durable au Rwanda dépendra avant tout du principe de l'État de droit. À cet égard, l'Institut Seth Sendashonga encourage les Rwandais à ne pas capituler, mais plutôt à reconnaître que la lutte pour une véritable démocratie et la construction d'un pays où chaque Rwandais peut se sentir libre et épanoui constituent le meilleur héritage que nous puissions léguer à notre postérité.

- 6) L'Institut Seth Sendashonga tient à remercier les pays amis et tous les donateurs qui ont aidé le Rwanda à se reconstruire après le génocide et le désastre humanitaire de 1994. Toutefois, il convient de garder à l'esprit que continuer à soutenir le régime du président Paul Kagame marqué par ses nombreux forfaits depuis 30 ans (assassinats, disparitions, tortures, appauvrissement des masses paysannes, enrôlement de la population dans des guerres incessantes dans les pays voisins, etc.), et tout cela sans ouverture politique, c'est-à-dire sans autre moyen de changer ce régime de manière pacifique, constitue une trahison des Rwandais étant donné que ce soutien devient finalement une arme pour les écraser.

ISCID asbl

Institut Seth Sendashonga pour la Citoyenneté Démocratique

Fait à Bruxelles, le 15/03/2024

Jean Claude Kabagema

Président de l'Isclid asbl

